

Mardi 3 novembre 2009

Action Extérieure de l'Etat

## **INTERVENTION DE JEAN-MICHEL BOUCHERON**

Député d'Ille et Vilaine

Monsieur le Président,  
Monsieur le Ministre,  
Mes chers collègues,

M'exprimant, dans la première partie de mon intervention, au nom du Groupe Socialiste, je me dois de parler de votre budget.

En effet il nous faut chercher les raisons du manque d'enthousiasme qui fut le votre, lors de la présentation de vos crédits en Commission des Affaires Etrangères. Votre ministère émerge à 2,6 milliards d'euros. Vous avez dit qu'il s'agissait «d'une réforme en profondeur du réseau diplomatique » « préservant le cœur du métier »(tout est dans le « préservant »), et je continue à vous citer, et permettant de « rendre des emplois sur l'autel de la rigueur collective ».

Il faut traduire vos propos. Rendre des emplois sur l'autel de la rigueur collective, cela veut dire perdre 255 emplois cette année. Préserver le cœur du métier, cela veut dire, transformer 30 ambassades en poste de présence diplomatique. Ca veut dire la réduction de la carte consulaire, mieux, mes chers collègues, ça veut dire l'externalisation de l'attribution de visa. Il faudrait faire attention que dans cet élan de générosité vis-à-vis du budget de l'Etat, on n'aille pas jusqu'à externaliser les Affaires Etrangères de la France.

Il est vrai que la Cour de Comptes n'a pas été tendre.

L'affaire de l'Imprimerie Nationale reste dans les mémoires. La gestion immobilière du centre des Archives Diplomatiques ou le cumul des loyers payés sera supérieur de 41% au coût d'un financement sur crédit budgétaire, montre Monsieur le Ministre, que vous avez cédé à l'idéologie de la privatisation.

A Dublin, à Madrid, des opérations immobilières relevant de la même logique sont en cours.

Le Président Séguin, Président de la Cour de Comptes, dit lui-même : « C'est bien de vendre les bijoux de famille, par exemple, le Centre de Conférences Internationales de l'avenue de Kléber, mais chaque fois, qu'une réunion internationale au sommet est organisée, il faut faire une opération du type Grand Palais, où s'est tenue la Conférence Euro-méditerranéenne. Au bout de quelques sommets on aura dépensé ce qu'à rapporté la vente de l'immeuble. »

Voilà les résultats de cette idéologie de l'externalisation et de la privatisation, cela pourrait porter à sourire, mais il s'agit des deniers publics.

La charge de la scolarisation des enfants des salariés des entreprises françaises est transférée vers la collectivité, c'est-à-dire, vers les crédits de l'Action Culturelle qui vont pâtir de cette situation : L'action culturelle est devenue la variable d'ajustement.

Citons pour mémoire que les crédits affectés à la solidarité visant les plus démunis de nos compatriotes vivant à l'étranger passent de 19 à 17 millions d'euros, c'est ce qu'on appelle trouver des marges de manœuvres.

Pourquoi la Présidence de l'Union Européenne avec Monsieur Sarkozy coûterait elle 3 fois plus que celle de Monsieur Chirac, et 12 fois plus que celle de Monsieur Mitterrand.

Le débat sur les crédits du Ministère des Affaires Etrangères est aussi heureusement l'occasion d'aborder les questions de fond de notre politique extérieure.

Depuis l'année dernière, deux évolutions très positives.

La première est notre relation avec la Russie, où la France est passée d'une situation de tension à une situation de coopération. Notre refus de faire adhérer la Géorgie et l'Ukraine dans l'Otan, a été un tournant, capital montrant 20 ans après la chute du mur de Berlin, que nous considérons ce grand pays comme un partenaire essentiel du développement et de la paix.

L'autre événement positif qui ne dépend pas de vous, est l'arrivée de Monsieur Obama au pouvoir. Son discours de Prague et l'abandon du dispositif anti-missile en Europe a été source d'apaisement et de détente, même s'il a pu décevoir quelques fondamentalistes de l'Atlantisme en Pologne ou en République Tchèque.

J'aimerais entendre vos commentaires sur la brillante idée de Monsieur Rasmussen, visant à Otaniser le nouveau système anti-missile. En fait, il s'agit d'un cheval de Troie technologique et politique de nos amis américains cherchant à faire financer par les budgets européens, une partie de leur industrie de Défense. La ficelle peut paraître grosse, mais cela a déjà fonctionné avec l'avion de combat américain F35, gentiment financé par les grands pays européens sauf la France.

Je suis tout sauf tout un anti-américain, mais je suis un patriote, Monsieur le Ministre, qui n'entend pas que nos finances profitent principalement à l'appareil industriel américain plutôt qu'à nos entreprises.

L'autre discours de Monsieur Obama, celui du Caire, et de la main tendue aux musulmans aurait mérité d'être mieux entendu ici même à Paris.

Car un dossier novateur de votre politique est aujourd'hui bloqué. Je parle de l'Union pour la Méditerranée. Les principes fondateurs exposés par le Président de la République ne devront être jamais abandonnés, mais force est de constater que le conflit Israélo-palestinien a rendu difficile, la cohabitation autour de la table.

Je crois, sur ce sujet, la position française trop frileuse. La situation dans les territoires occupés s'aggrave, les conditions d'une explosion se mettent en place. La situation du ghetto de Gaza sur lequel l'aviation Israélienne, (passez moi l'expression) « cartonne » régulièrement est un scandale humanitaire qui ne favorise que les mouvements extrémistes.

La décrédibilisation des éléments modérés est l'objectif du gouvernement Israélien depuis Sharon. La communauté internationale souffre d'une indifférence coupable, si ce n'est de lâcheté face à un problème qui gangrène toutes nos relations internationales avec le Sud. L'Union pour la Méditerranée, qui est votre plus belle initiative, en est la première victime.

Je ne dirai qu'un mot, ici de la question Turque. Vous connaissez ma position, mais je voudrais surtout que la votre évolue. La Turquie est en train de régler son différend historique avec l'Arménie, le Premier Ministre, Monsieur Fillon, parle d'un besoin de dialogue franco-turc pour l'adhésion, parlant de la Turquie comme d'un vecteur de dialogue et de stabilité.

Il est temps de dépasser une vision étriquée, culturellement pure, bunkérisée de l'Europe au profit d'une vision stratégique pour le XXIe siècle. Le temps passe le monde se réorganise sur nos yeux, l'Europe doit se doter d'une stratégie de puissance.

#### L'Iran

La communauté internationale est dans l'impasse. Le déroulement des négociations est connu d'avance : L'Iran veut la bombe et personne ne pourra l'en empêcher, même en se lançant dans des aventures militaires inutiles, qui tourneraient au ridicule pour ses auteurs et au drame pour la paix du Monde.

L'Iran maîtrise aujourd'hui la totalité des éléments constitutifs d'une arme à fission nucléaire, il est possible d'ailleurs que ce pays ne procède pas à un essai. Il faut donc passer à la problématique suivante, c'est-à-dire la construction d'accords de sécurité globale dans cette région. Israël lui-même devra assumer publiquement la possession de leurs armes nucléaires de façon à ce que ces deux pays entrent dans la normalité et la rationalité de la dissuasion. Ce n'est que dans cette logique différente que pourra s'asseoir la légitimité d'un nouveau traité de non prolifération.

#### L'Afghanistan

Monsieur le Ministre, nous réclamons un débat. Tout le monde est d'accord, mais il ne vient pas.

Pendant des années le fondamentalisme a été, soutenu, financé, instrumentalisé. En Afghanistan, par les Américains contre les Soviétiques, au Cachemire par les Pakistanais contre les Indiens. La bataille du Waziristân au Pakistan est capitale. Il faut faire attention au thème américain de l'AFPAK qui est mal vécu par les opinions publiques locales, tout comme la loi Kerry-Lugar, ressentie comme une atteinte à la souveraineté de l'Etat Pakistanais.

Vous avez décidé à effectif constant d'augmenter la protection et les capacités de renseignement de nos hommes, il le fallait. Mais il faut surtout, une autre stratégie qui n'assimile pas toutes les formes de pratique religieuse musulmane au fondamentalisme d'Al-Qaïda et qui prenne en compte que le pouvoir en Afghanistan part du bas vers le haut, c'est-à-dire, des chefs de village, là où il y a le moins de corruption.

Monsieur le Ministre, vous avez noté, que mes principales objections à votre politique ont porté sur la Turquie, la Palestine, l'Iran. Le rapport de l'Europe au monde musulman doit se pacifier, s'assainir, gagner en une meilleure connaissance, en une meilleure confiance. Il s'agit là, sans nulle doute, de l'enjeu majeur de la paix et du développement des décennies qui viennent.